

**AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE  
SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ SIGNED LE 8  
DECEMBRE 1999 ENTRE LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'AIDE A LA GESTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DU  
TERRITOIRE DE BELFORT ET GAZ DE FRANCE**

Entre les soussignés :

- Monsieur Michel GAIDOT, Président du Syndicat intercommunal d'aide à la gestion des équipements publics du territoire de BELFORT, dûment habilité à cet effet par la délibération du comité syndical du 19 Avril 2001,  
désigné ci-après par l'appellation : " l'autorité concédante "

et

- Le Gaz de France, ci-après désigné par le " Gaz de France ", dont le siège est à Paris (17ème), 23 rue Philibert Delorme, représenté par Monsieur Christian ARNAUD, Directeur d'EDF-GDF SERVICES FRANCHE-COMTE NORD, demeurant 1 rue Jacques Foillet à Montbéliard (25 203), agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Robert DURDILLY, Directeur d'EDF GDF SERVICES le 12 avril 2002, Monsieur DURDILLY ayant agi en vertu des pouvoirs avec faculté de subdélégation qui lui ont été conférés aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 février 2002 par Monsieur Pierre GADONNEIX, Président du Conseil d'Administration de cet Etablissement, agissant lui-même en vertu des pouvoirs conférés par délibération de ce Conseil en date du 5 juillet 1999 et confortés par délibération de ce Conseil en date du 15 mars 2002, prise dans le cadre des dispositions de l'article 20 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, tel qu'il a été complété par l'article 53 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 ".

désigné ci-après par l'appellation : "**le concessionnaire**",

il a été convenu de ce qui suit :

**Article 1.**

A l'article 1 de l'annexe 2 du cahier des charges faisant partie du contrat de concession du service public pour la distribution de gaz, à la dernière ligne, les mots : " 25 ans " remplacent les mots : " 20 ans ".

**Article 2.**

L'article 2 de l'annexe 2 est remplacé par le texte suivant :

" Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais les extensions dont le taux de rentabilité, défini ci-dessus et calculé dans les conditions de l'article 11 du cahier des charges de concession, est supérieur ou égal à une valeur seuil. Il n'est autorisé à réaliser que les extensions dont le taux de rentabilité est supérieur ou égal à cette valeur seuil.

A compter de la date de signature du présent avenant, cette valeur seuil est fixée, suivant la date à laquelle est réalisée l'étude, selon le tableau ci-après :

Année	Jusqu'au 31/12/2002	2003	A partir du 01/01/2004
Seuil B/I	0,2	0,1	0

### Article 3.

A la fin du premier paragraphe de l'article 3 de l'annexe 2, après "...sur des bases aussi précises que possible", sont ajoutés les termes : " et notamment à partir des consommations observées sur la commune ou sur les communes voisines et de résultats d'enquêtes ou d'études permettant d'estimer le total des ventes prévisibles sur la zone à desservir. "

### Article 4.

La deuxième phrase de l'article 5.2 est remplacée par les termes suivants :

" A compter de la date de signature du présent avenant et jusqu'à 2004, ces dépenses sont fixées aux valeurs suivantes, selon la date à laquelle est réalisée l'étude :

Jusqu'au 31/12/2002	2003	2004
79,3 €/client	89,2 €/client	99,1 €/client

A partir de 2005, la valeur de ces dépenses est réévaluée par le concessionnaire en fonction de ses coûts, communiqués à l'autorité concédante, sans que le taux d'augmentation éventuelle puisse excéder l'évolution de l'index Ing mentionné dans l'article 3-2 de l'annexe 1. "

### Article 5.

Il est ajouté un article 8. à l'annexe 2 du cahier des charges, intitulé "Clauses diverses", libellé comme suit :

"Les éléments du calcul du taux de rentabilité visés ci-dessus sont communiqués à l'autorité concédante, à sa demande, conformément à l'article 11 du cahier des charges, dans le délai maximal d'un mois.

Pour les années 2002 à 2004, la mise à jour de la valeur seuil du ratio B/I (visée à l'article 2) et de la valeur des dépenses forfaitaires d'exploitation (visée à l'article 5.2) applicables à une année N sera effectuée au 1<sup>er</sup> octobre de l'année N-1. La première mise à jour interviendra au plus tard le 17 Juillet 2003.

### Article 6.

Le présent avenant, établi en double exemplaire, est dispensé des droits d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à MONTBELIARD, le 4 Août 2003

Pour l'autorité concédante,

Michel GAILLIET



Pour le concessionnaire,

Christian ARNAUD